

Écrit par Alec Castonguay
Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -



Photo : Francis Vachon

Philippe Couillard ne peut s'empêcher de sourire lorsqu'on lui fait remarquer qu'il a été plutôt absent des débats depuis qu'il est devenu chef du Parti libéral du Québec, en mars dernier. Ses adversaires accusent celui qu'on surnomme « l'ours » d'avoir « hiberné » au printemps. « Mes adversaires s'amusent avec ça, dit-il. J'ai un plan de match et je le suis. »

Il avait promis de rebâtir le PLQ dans les régions francophones, où le nombre de membres et la mobilisation ont chuté à un degré inquiétant. Un tel travail ne peut se faire sans parcourir la province, ajoute-t-il.

L'autre objectif vise à dénicher de nouvelles idées pour moderniser le parti. Des comités, formés de militants et de députés, ont travaillé tout l'été pour élaborer l'ébauche d'une plate-forme électorale. Dès le 23 août, le Forum des idées pour le Québec rassemblera des conférenciers en vue d'amener de l'oxygène au parti. « C'est une sorte d'université d'été, avec des gens de l'extérieur du parti qui traiteront de différents sujets. Je veux refaire cet exercice de

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

brainstorming chaque année à la fin août. Il faut sortir de nos zones de confort. On se parle beaucoup entre nous, on s'encourage en se disant que nos idées sont bonnes, mais c'est bien de faire venir des gens d'ailleurs qui nous parlent des tendances et des meilleures pratiques », dit-il.

Ce Forum des idées aura un accent économique cette année. Philippe Couillard souhaite faire monter la pression sur le gouvernement Marois. « Je suis inquiet pour l'avenir économique du Québec. Si une question majeure en matière d'économie se présente dans les prochains mois, le gouvernement devra tester la confiance de l'Assemblée. Si on a une succession de mauvaises nouvelles, et qu'on peut faire la distinction entre le contexte mondial défavorable, car il faut être juste, et les politiques gouvernementales, il faudra bien y penser », prévient-il.

L'actualité a rencontré le chef libéral au quartier général du parti à Québec, au début d'août, pour faire le point sur la reconstruction du PLQ et ses priorités de l'automne. Philippe Couillard en a profité pour mettre le gouvernement Harper en garde : s'il veut abolir le Sénat, il devra d'abord lancer des négociations pour que le Québec signe la Constitution.

À LIRE AUSSI :

- [Rentrée parlementaire : François Legault veut remplacer le PLQ comme parti de l'économie](#)
- [Rentrée parlementaire : Québec solidaire misera sur l'énergie pour se démarquer](#)

* * *

À quel point la tragédie de Lac-Mégantic peut-elle influencer la dynamique politique à la rentrée ?

Les gens du gouvernement ont bien fait leur travail. Est-ce qu'il peut y avoir un effet sur la popularité du gouvernement, c'est possible. Les gens ont été touchés. La coordination des services d'urgence a été impressionnante.

Est-ce qu'il y a des leçons à tirer sur le plan des politiques publiques ?

On a connu une grande phase de déréglementation et d'autodiscipline de l'industrie privée dans plusieurs secteurs. Ça nous montre les limites de ce mouvement. Il ne faut pas surréglementer la société, mais il ne faut pas non plus la sous-réglementer. Il y a une limite à la capacité d'autodiscipline des entreprises.

Avez-vous décidé de la circonscription où vous allez vous présenter aux élections ?

Je vais annoncer ça d'ici la fête du Travail...

Si je misais deux dollars sur la circonscription de Roberval, est-ce que j'aurais des chances de devenir riche ?

Ça pourrait être un investissement intéressant ! [Rires.] Ce n'est pas un mystère que je sois très tenté de me présenter à l'endroit où je réside. Au fédéral, c'est le conservateur Denis Lebel qui est député. Les gens votent beaucoup pour la personne. Je me suis énormément déplacé dans ma vie, j'ai vécu dans plusieurs villes et plusieurs pays. J'ai été un peu nomade. Là, je suis installé et je me sens bien. J'ai le goût de m'enraciner. Je sens que je fais partie de la collectivité, même si ça fait seulement cinq ans que je suis là. Quand tu représentes les gens à l'Assemblée, que tu parles pour eux, il faut être familier avec ce qu'ils vivent.

Certains pensent que je veux me faire élire dans une circonscription facile. Il y a deux messages que je n'aime pas là-dedans. D'abord, ça voudrait dire que les libéraux n'ont pas assez confiance en leurs idées pour aller les défendre dans une circonscription francophone de l'est du Québec. Ensuite, ça enverrait le message à l'électorat de Montréal, où je me présenterais que je les utilise comme voie de passage, alors que je ne vis pas là. C'est mauvais pour la qualité de la représentation.

Vos adversaires vous ont accusé d'avoir hiberné ce printemps, de ne pas avoir été très présent dans le débat public. Où étiez-vous ?

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

Mes adversaires s'amuse avec ça, mais les gens que je rencontrais sur le plancher des usines et dans les régions, ils me voyaient pour vrai. Les autres chefs aimeraient que j'arrête la tournée, que je sois moins sur le terrain, parce que je parle aux médias locaux, que je rencontre des gens. Ma tournée n'est d'ailleurs pas terminée. L'objectif est de bâtir une connaissance personnelle des régions, mais aussi des sous-régions du Québec. Par exemple, la Gaspésie, c'est trois sous-régions en réalité, avec des différences sociales et économiques. Il y a la Baie-des-Chaleurs, la Péninsule et la Haute-Gaspésie. Je peux me faire envoyer un rapport sur la Gaspésie, mais ce n'est pas comme de l'avoir vue, d'avoir parlé aux gens et visité des entreprises, ce n'est pas aussi efficace.

J'ai un plan de match qui n'a pas changé depuis le début, avec une séquence à respecter. D'abord cette tournée, puis, fin août, le Forum des idées pour le Québec. C'est une sorte d'université d'été, avec des conférenciers de l'extérieur du parti qui traiteront différents sujets. On se parle beaucoup entre nous, on s'encourage en se disant que nos idées sont bonnes, mais c'est bien de faire venir des gens d'ailleurs qui nous parlent des tendances et des meilleures pratiques dans certains domaines.

Ensuite, il y a la rentrée parlementaire le 16 septembre. Puis, une série de colloques régionaux. Dans ma réforme du programme, chacune des régions doit faire état de ses priorités, alors je ferai une autre tournée régionale cet automne. Finalement, il y aura un conseil général en décembre et un grand congrès des membres en février, où on va finaliser tout ça et adopter les changements à la constitution du parti, notamment la méthode d'élection du chef. Fonctionner avec des *slates* [listes de délégués], à l'ancienne, c'est dépassé.

Qu'avez-vous en tête comme modifications à la méthode d'élection du futur chef ?

L'idée d'avoir des délégués, sur place, à un congrès, est bonne. Et je tiens à ce que chaque circonscription ait un poids équivalent afin que toutes les régions soient bien représentées. Il y a d'autres sujets qui seront sur la table, dont celui des sympathisants, comme ils l'ont fait au Parti libéral du Canada. Mais je regarde les libéraux fédéraux et ils n'ont pas tous l'air heureux de cette expérience. Il faudra rester prudent et être critique. On en débattrà.

Avez-vous procédé à des changements internes au parti depuis votre arrivée ?

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

On a fait plusieurs nominations à des postes importants. On va notamment renforcer notre présence dans les médias sociaux. Bien sûr, les moyens financiers ne sont plus ce qu'ils étaient, alors on a moins d'employés permanents.

Êtes-vous inquiets du fait qu'il y a moins d'argent qui entre dans les coffres ? On sait que la première moitié de 2013 a été plus difficile sur le plan du financement au PLQ...

Disons que certains médias sont allés vite sur les titres incendiaires ! Je ne suis pas inquiet. Il ne faut pas oublier que les candidats dans la course au leadership ont drainé beaucoup de ressources des militants dans les premiers mois de 2013. Ça représente une bonne somme. Si on l'ajoute à notre financement, on est passablement conforme aux attentes.

Mais il faut que votre parti apprenne à faire du financement plus populaire, puisque le don maximal est maintenant de 100 dollars par personne et non plus de 1 000 dollars...

On apprend tous ensemble à faire ce type de financement et je suis très content de cette réforme. Il s'agit de faire de moins grosses activités et de garder un contact plus constant avec notre base, sur des sujets qui touche nos membres. Il y a des circonscriptions, comme celle de Robert Dutil, en Beauce, qui ont toujours fonctionné comme ça, avec des lettres et des appels téléphoniques.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris depuis que vous êtes chef ?

Peu de choses. J'ai une meilleure connaissance des finances du parti. Mais je savais déjà, avec la course au leadership, que nous avions beaucoup de travail de reconstruction à faire dans certaines régions où le *membership* est faible. C'est un travail considérable, mais je le vois comme un beau défi.

Depuis votre arrivée, le PLQ est premier dans les intentions de vote. Est-ce solide ou artificiel ?

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

Ce n'est pas artificiel, mais je me mets en garde moi-même contre la surinterprétation des sondages. On a vu récemment, dans plusieurs élections, y compris celle du Québec, qu'on peut avoir des surprises. L'électorat est de plus en plus « volatil », la loyauté d'un bloc d'électeurs envers un parti existe encore, mais elle est moins figée qu'avant. J'arrive avec le renouveau, il y a un impact, mais je n'ai pas d'excès de confiance.

Quelles sont vos priorités de la rentrée d'automne ?

On va parler d'économie. Les chiffres de juillet indiquent une perte de 30 000 emplois au Québec. Ce n'est pas très vigoureux. Il faut être juste, il y a le contexte mondial qui est difficile, mais la situation est aggravée par l'indécision, les reculs et les louvoiements du gouvernement depuis un an. Il y a moins de revenus pour l'État, alors le PQ hausse les taxes scolaires, les tarifs d'Hydro-Québec et ainsi de suite. C'est le grand paradoxe du Parti québécois, qui se présente comme progressiste dans l'opposition, et qui arrive au gouvernement et fait des coupes importantes dans les services publics. Il n'a pas développé une culture de la croissance économique. Il y a même une méfiance envers l'entreprise privée.

François Legault veut s'imposer sur le terrain économique cher au PLQ. Il estime que vous n'avez pas de connaissances suffisantes en économie. Qu'en pensez-vous ?

Bravo pour lui ! J'ai plus de connaissances qu'il ne le pense, et je suis entouré d'une équipe forte.

La charte des valeurs québécoises que veut faire adopter le gouvernement sera l'un des sujets importants cet automne. Vous dites que vous pourriez rejeter ce projet. N'est-ce pas une discussion que le Québec devrait avoir ?

Oui, mais ce que j'ai voulu faire, c'est d'indiquer le périmètre dans lequel je vais évaluer ce projet. Je ne suis pas contre — je vais lire la proposition —, mais il y a deux écueils qu'il faut éviter. Le premier, c'est de présenter comme des valeurs québécoises des valeurs universelles qui sont protégées par nos chartes et auxquelles le Québec adhère de toute façon, comme l'égalité des hommes et des femmes. On entend les gens parler de ça comme s'il fallait l'inventer, alors que c'est déjà là. Même chose pour l'accès à la justice, les droits d'expression et d'association, la liberté de presse et ainsi de suite. Ce qui est essentiellement québécois,

c'est la primauté du français dans l'espace public et le Code civil comme mode d'administration judiciaire.

Le deuxième écueil, c'est de confondre une valeur, un principe, avec un débat politique. La récupération politique de cet enjeu m'inquiète. La technique du PQ est d'attiser l'insécurité linguistique et l'angoisse identitaire. C'est un discours d'assiégé, négatif, qui m'horripile. Comme si les Québécois étaient sous la menace des autres, à l'extérieur et à l'intérieur. Je n'aime pas ce genre de message.

On l'a vu avec la controverse du turban au soccer, il y a un fondement à ce débat. Quelque chose n'est pas réglé...

Il y a aussi beaucoup d'événements montés en épingle et le traitement médiatique en fait des controverses. Mais c'est vrai, il y a des choses utiles à faire. La commission Bouchard-Taylor suggérerait de mettre en place un guide pour les administrateurs publics. C'est une bonne idée. Il faut avoir cette discussion et on va l'avoir à l'interne, au PLQ. On a formé un groupe de travail sur l'identité qui arrivera avec des idées sur cette question.

Au Québec, on a une société diversifiée. Je veux que toutes les communautés puissent s'exprimer sur cette question. Je lis Mathieu Bock-Côté et d'autres, et ils semblent s'indigner que la majorité ne puisse pas unilatéralement dicter ses valeurs à l'ensemble de la société. Ça me semble pourtant fondamental. Par exemple, le million de Québécois anglophones font partie du Québec, mais s'ils sont considérés comme hors du périmètre de l'identité québécoise, qu'est-ce qu'on a créé ? Certainement pas un sentiment d'appartenance.

Il y a une citation de Thomas Jefferson [NDLR : président des États-Unis de 1801 à 1809] que j'aime beaucoup. Il a dit : « On s'attend à ce que la majorité l'emporte dans une société. Cependant, pour que cette victoire soit légitime, il faut que la minorité soit protégée par des droits équitables et un encadrement juste, dont la violation signifie l'oppression. » Il faut donc être vigilant. Une société se définit beaucoup par la façon dont elle gère le rapport entre la majorité et les minorités. Ce n'est pas parce que nous, les francophones, avons été traités injustement à une certaine époque que ça nous donne l'autorisation d'utiliser la même approche par rapport à nos minorités.

On a entendu des critiques dirent que Philippe Couillard, c'est « le Canada d'abord », c'est le multiculturalisme, ce qui explique votre réticence à l'égard de la charte des valeurs québécoises...

Je suis québécois et j'en suis très fier. Mon ancêtre est arrivé en 1613. Mais ma citoyenneté à moi n'a pas une plus grande valeur que celle du nouvel arrivant. Pour l'avenir du Québec, son appartenance à la fédération canadienne, il faut envoyer un message positif de coexistence sur un grand territoire. Le multiculturalisme est inscrit dans la Constitution canadienne, mais au Québec, on a davantage tendance à adopter l'interculturalisme. Je suis d'accord, mais il faut le définir. Pour moi, ça veut dire que toutes les communautés vivent de manière harmonieuse, mais autour de valeurs partagées, et c'est là que l'exercice peut être très positif ou très négatif. Tout le monde est sur le même pied, mais on explique clairement quelles sont nos valeurs. La plupart sont universelles. La différence, c'est le français comme langue commune, et toutes les cultures doivent s'y rallier. Je suis partisan de la laïcité ouverte, pas fermée, qui ressemble à une autre forme de fondamentalisme.

L'autre volet identitaire qui reviendra sur le tapis ce printemps, c'est le projet de loi 14 sur le renforcement de la loi 101, qui sera étudié article par article en commission parlementaire. Vous avez voté contre. Pourquoi ne pas avoir au moins écouté le débat et tenté d'améliorer le projet par des amendements ?

Parce qu'on n'est pas d'accord avec sa fondation. C'est encore le discours d'assiégés, selon lequel le français est menacé, alors qu'on voit objectivement qu'il fait des progrès auprès des allophones et dans les petites entreprises. La langue que les immigrants parlent à la maison ne nous regarde pas, mais dans l'espace public, le français est de plus en plus utilisé. La loi 101, qui exprime une volonté collective de protéger le français en limitant certaines libertés individuelles, est acceptée. On est maintenant dans un état d'équilibre. Devenir plus coercitif, c'est contre-productif. On envoie le message d'une société craintive, qui préfère la façon musclée, plutôt que de mieux enseigner le français aux nouveaux arrivants et de mieux le parler. Pour les petites entreprises, il y a d'autres façons de procéder, plus efficaces que d'imposer des rapports de 10 pages. Par exemple, en ayant des agents de francisation dans les chambres de commerce. Ce que je regarde avec intérêt, c'est que la CAQ semble dire qu'elle veut faire passer ce projet de loi, mais elle fait une liste de choses qu'elle n'aime pas qui représente presque tout le projet de loi ! La CAQ a de la difficulté à dire qu'elle s'y oppose.

L'énergie et son transport seront des débats importants au cours des prochains mois. Il y a deux projets de pipelines pour acheminer du pétrole de l'Ouest canadien vers le Québec. Qu'en pensez-vous ?

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

J'ai un préjugé favorable pour les deux projets. Mais il faut faire attention. Les gens ont tendance à mettre les deux dans le même sac, alors qu'il y a des différences. Celui d'Enbridge permet de diversifier nos sources d'approvisionnement en pétrole en acheminant celui de l'Ouest canadien, qui est une source moins coûteuse et plus stable politiquement que le pétrole du Moyen-Orient livré par pétroliers. Enbridge permettrait de stabiliser notre industrie pétrochimique de l'est de Montréal, qui est une industrie d'innovation. Il ne faut pas penser uniquement aux raffineries, parce qu'il ne nous en reste pas beaucoup. Le vêtement, les plastiques, le caoutchouc, tout ça, ce sont des dérivés du pétrole. Quand je vois quelqu'un avec un cellulaire dans sa poche parler de la fin des hydrocarbures, alors que son téléphone est presque entièrement fait de dérivés du pétrole, je me dis qu'il y a un problème d'information.

L'autre projet, celui de TransCanada, est différent. Il est davantage question de faire passer un pipeline au Québec et dans les Maritimes pour exporter ensuite le pétrole vers les marchés internationaux. Il faut que le Québec exige des retombées économiques, comme l'utilisation plus grande de ses installations portuaires, à Québec ou à Cacouna. Si j'étais premier ministre, j'insisterais pour que nos installations en retirent quelque chose, que ça ne se rende pas seulement au Nouveau-Brunswick. Il y a des négociations à y avoir.

La commission Charbonneau pourrait entamer le volet provincial de ses audiences cet automne. Quelles seront les répercussions pour le PLQ ?

Le problème des prête-noms a cessé en 2011 grâce à une loi libérale et à la création de l'UPAC. Depuis, on le voit, les prix ont baissé dans les appels d'offres. Le jour où il sera question du PLQ ou d'autres partis, l'important sera de s'assurer que ces pratiques ont cessé et ne seront plus tolérées. Et que les fautifs sont sanctionnés.

Seriez-vous tenté de déclencher des élections avant que ce volet de la commission Charbonneau soit entendu ?

C'est peut-être M^{me} Marois qui voudra y aller cet automne ! Jean Charest avait eu le même *timing*

à l'automne 2008. Je ne maîtrise pas tous les leviers. Il faudra que le parti de M. Legault et le mien soient sur la même longueur d'onde en même temps, ce qui ne m'apparaît pas comme garanti. Mais je serai prêt à aller en élections à partir du milieu de l'automne, s'il le faut. Sinon, ça ira au printemps avec le dépôt du budget. C'est peu probable que ça dépasse le printemps. Ça va être intéressant de voir le climat politique à l'automne, on verra le niveau de fébrilité

Écrit par Alec Castonguay
Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

électoral monter.

Je reviens sur un petit événement qui a fait réagir bien des gens ce printemps, lorsque vous avez laissé la porte ouverte à un retour de Nathalie Normandeau comme députée. Y a-t-il une leçon à tirer de cet épisode ? Visiblement, certains ont encore du mal à pardonner à votre parti.

Je sais, mais je ne regrette pas. Quand je regarde le cas de Nathalie Normandeau, outre ce qui a été mentionné, je ne vois pas d'éléments majeurs. Il y a des choses embarrassantes pour elle, et elle s'est expliquée. Quand j'ai fait une tournée de la Gaspésie, j'ai été frappé par la reconnaissance des gens à son endroit. J'ai conscience qu'elle n'a pas l'intention de revenir à court terme en politique.

Comment souhaitez-vous ramener au Parti libéral les Québécois qui ont perdu confiance en celui-ci pour des raisons d'intégrité ?

On doit rappeler les origines du parti et ses valeurs fondamentales. Pour moi, le PLQ, c'est le grand parti progressiste de l'histoire du Québec. Celui qui a donné les moyens collectifs au Québec d'être progressiste, avec un équilibre entre la croissance économique, la prospérité et la justice sociale. Dans les dernières années, le PLQ a été dépeint comme un parti néolibéral, favorisant les grands intérêts commerciaux, alors qu'objectivement, on a investi massivement dans les services publics, comme la santé et l'éducation. Les gens qui nous taxent de néolibéraux ne connaissent pas la différence entre le libéralisme et le néolibéralisme. Le salaire minimum a augmenté, le salaire des familles à faible revenu a augmenté entre 2003 et 2012. Il n'y a rien de néolibéral là-dedans.

Il faut aussi prouver aux Québécois qu'on a changé. Que les pratiques qui étaient en vigueur n'ont plus cours, qu'on a appris nos leçons et qu'on a tourné la page.

On ne vous pas entendu dire récemment que l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne était une priorité. Est-ce encore sur la table ?

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

Oui, c'est une préoccupation, et je n'ai pas l'intention d'abandonner le sujet. Mais ce n'est pas une priorité. Il faut que ce soit clair, la priorité, c'est l'économie et l'emploi. Il n'en reste pas moins que les événements de 1982 n'ont pas été résolus, à cause de l'échec de l'accord du lac Meech, un événement malheureux dans l'histoire du Canada. Il faudra y revenir un jour, et il y a d'ailleurs un élément qui pourrait remettre cette question à l'avant-plan : la réforme du Sénat.

D'abord, la question du Sénat est plus importante pour les Québécois qu'ils ne le pensent, parce qu'à la création de la fédération canadienne, en 1867, la deuxième chambre a vu le jour pour créer un équilibre démographique entre les régions. À l'époque, les francophones étaient très nombreux en pourcentage, mais leur poids démographique dans la fédération diminue maintenant. Il faut garder cet équilibre entre les régions et ça devient capital pour le Québec.

Ensuite, il faut que ce soit clair : si le reste du Canada veut engager une conversation constitutionnelle sur le Sénat, il ne sera pas question qu'un gouvernement libéral y participe sans que la question de l'adhésion pleine et entière du Québec y soit discutée, avec les conditions que ça peut inclure. C'est dans l'intérêt du Québec et du Canada, pour que la fédération fonctionne mieux. Beaucoup de gens voudraient ne plus entendre parler de ce sujet, mais on ne pourra pas en faire l'économie.

Selon le gouvernement fédéral, il serait possible d'abolir le Sénat avec l'accord de sept provinces représentant 50 % de la population. Sans l'unanimité, ça peut vouloir dire sans le Québec, qui comprend 24 % de la population. Il pourrait y avoir abolition du Sénat sans y avoir de négociations constitutionnelles...

On va attendre de voir la décision de la Cour suprême. Plusieurs constitutionnalistes doutent que le plus haut tribunal donne son plein aval à une telle manœuvre. Par ailleurs, il y a la considération judiciaire, mais il y a aussi la considération politique. Le gouvernement fédéral devrait y penser à deux fois avant d'embarquer dans cette avenue-là. La légalité n'est pas la légitimité.

- [Suivre @Alec_Castonguay](#)
- [Tweeter](#)
-

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:06 -

Cet article [Rentrée parlementaire : Pas d'abolition du Sénat sans la signature du Québec au bas de la Constitution, prévient Couillard](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Rentrée parlementaire Pas d'abolition du Sénat sans la signature du Québec au bas de la Constitution prévient Couillard](#)